

DEFI N°8

Démographie, immigration, inclusion sociale



Au 1er janvier 2011, la population française dépasse pour la 1ère fois les 65 millions d'habitants. Le vieillissement de la population, accentué par l'allongement de la durée de vie, est inéluctable.

L'allongement de la vie, le vieillissement démographique, les difficultés d'accès des jeunes à l'emploi appellent une réflexion globale sur la solidarité intergénérationnelle.

Il est essentiel de réduire les inégalités d'accès aux droits fondamentaux que sont le savoir, la culture, le logement, les transports, un environnement sain, les soins et la protection sociale pour en faire les leviers d'une inclusion active, tout en veillant au maintien d'un équilibre entre les territoires en ce qui concerne le service public et les accès aux prestations.

Contexte et enjeux :

En Lorraine, l'importance du travail transfrontalier et le départ de nombreux jeunes actifs ont longtemps permis à la Lorraine de se situer, au plan du chômage, dans une situation un peu plus favorable que l'ensemble des régions françaises. Cependant, depuis 2001, le chômage, et notamment celui des moins de 25 ans, augmente plus rapidement en Lorraine.

L'industrie conserve un rôle important dans l'économie lorraine, mais son poids est en diminution constante. La croissance du poids des services vaut pour tout le territoire lorrain, les zones d'emplois de Metz et Nancy restant bien sûr très pourvoyeuses d'emplois dans ces secteurs.

L'industrie lorraine emploie 160 000 personnes.

La Lorraine est la 1ère région papetière de France.

Emplois environnementaux dans les domaines de l'assainissement/eau, de la gestion des déchets, de l'isolation des bâtiments et de la gestion des espaces protégés. Les emplois environnementaux représentent en moyenne 1,7% des emplois privés et 11% de l'emploi dans les collectivités territoriales. **13 000 emplois du secteur marchand** dépendent d'une éco-activité (production de biens ou de services concourant à la protection de l'environnement et à la gestion des ressources naturelles) et **6 000 emplois dans les collectivités territoriales**. Ces emplois sont en hausse rapide depuis 2004, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables.

Tourisme pour redynamiser une région en déclin. L'emploi touristique concerne 24 000 salariés et 6 800 non salariés. Les possibilités de développer un « tourisme vert » sont réelles. L'eau, la montagne et les paysages en sont la base.

Transport : le développement du T lorrain s'est fait au détriment d'un maillage adapté de transports collectifs sur tout le territoire de la Lorraine. De ce fait, la dépendance des Lorrains par rapport à la voiture va poser de graves problèmes (précarité énergétique) surtout face à la hausse actuelle du carburant, phénomène qui ne peut qu'empirer.

Développement des transports collectifs, hors « T » lorrain.

Réduction de la pauvreté : le PIB par habitant est inférieur en Lorraine à la

Indicateurs SNDD :

Nombre de ménages surendettés

Taux pauvreté

moyenne des régions métropolitaines. L'évolution est cependant comparable en hausse régulière à moyen terme.

Logement : 70% des ménages lorrains sont **éligibles au logement locatif social**. Le **parc de logements lorrain est ancien** : les 2/3 des résidences principales ont été construites il y a plus de 30 ans et 65% des logements locatifs sociaux ont été construits avant 1975. L'état de dégradation de ce parc de logements anciens justifie bien souvent une rénovation que la population occupante ne peut pas toujours réaliser. Ces logements sont, pour beaucoup, des « **passoires énergétiques** » et constitue la cible principale de l'action à mener.

Choix stratégiques en Lorraine :

Faciliter l'accès, le maintien et le retour à l'emploi des personnes qui en sont les plus éloignées ou risques de l'être :

Anticipations des mutations économiques et atténuations des disparités géographiques et sociales :

Les préoccupations environnementales dans les domaines de l'assainissement/ eau, de la gestion des déchets, de l'isolation des bâtiments et de la gestion des espaces protégés, sont **créatrices d'emplois**. Les évolutions sont à la hausse régulière, avec un niveau un peu supérieur en Lorraine à la moyenne des régions de province.

Développement d'**actions emploi-formation sur les métiers du bâtiment et des énergies renouvelables** suite au Grenelle de l'environnement.

Expérimentation de **sensibilisation des demandeurs d'emploi** sur les métiers : Eau, Air, Déchets, Assainissement (EADA).

Opération AVE-ADEME-CERC pour les MDE de la Meuse, de la Déodatie et de la CUGN pour répondre aux enjeux.

Maisons de l'Emploi ?

Le dispositif du **Revenu de Solidarité Active (RSA)** s'ancre progressivement en 2010 sur le territoire. Le comité national d'évaluation du RSA a été constitué en 2009 et prépare la conférence nationale d'évaluation prévue en 2011.

Les conseil généraux et les Préfets se sont également mobiliser pour développer les **Pactes Territoriaux pour l'Insertion (PTI)**, leviers importants pour la généralisation du RSA.

Conseil généraux ?

En 2011, afin de favoriser l'insertion des jeunes sur le marché du travail et en particulier des jeunes sans qualification, la taxe d'apprentissage a été réformée et des mesures pour un grand recours aux contrats en alternance ont été prises.

Nombre de travailleurs handicapés dans les entreprises de + 20 salariés

Taux de chômage de longue durée

Taux de chômage en fonction : âge, sexe, niveau d'études...

taux d'emploi des séniors

taux d'emploi des moins de 25 ans

??

Le taux d'emploi des séniors demeure en France un des plus bas de l'Union européenne.

??

Accès aux droits fondamentaux : savoir, culture, logements (800 000 d'ici 2020), transports, environnement sain, soins, protection sociale :

10 SCOT sont délimités en Lorraine, couvrant 55% du territoire. Le SCOT définit les objectifs des diverses politiques publiques en matière d'habitat, de développement économique, de déplacements et de transports de marchandises, d'équipements et de services publics...

L'organisation de la ville et de ses transports doit tenir compte des évolutions démographiques et s'y adapter. :

Transport en Commun en Site Propre TCSP:

- TCSP Metz Métropole (57) :
- TCSP NANCY (54) :

Plan de Déplacements Urbains – PDU :

Thionville (57) : Accompagnement de l'agglomération de Thionville dans le cadre de la révision de son PDU : une enquête ménages déplacements va être réalisée. Incitation à une réflexion sur l'élargissement du périmètre et à une prise de compétence transport à l'échelle du SCOT de l'agglomération de Thionville.

Réduction de la précarité et de la dépendance vis-à-vis de la consommation énergétique notamment pour le chauffage : rénovation des logements sociaux les plus consommateurs d'énergie.

70% des ménages lorrains sont éligibles au logement locatif social.

le **parc de logements lorrain est ancien** : les 2/3 des résidences principales ont été construites il y a plus de 30 ans et 65% des logements locatifs sociaux ont été construits avant 1975. L'état de dégradation de ce parc de logements anciens justifie bien souvent une rénovation que la population occupante ne peut pas toujours réaliser. Ces logements sont, pour beaucoup, des « **passoires énergétiques** » et constitue la cible principale de l'action à mener.

Les travaux de rénovations énergétiques seront difficiles pour beaucoup de propriétaires occupants qui ont des ressources très modestes, notamment en Meuse et dans les Vosges où les personnes âgées de plus de 65 ans représentent plus de 21% de la population.

23 quartiers inscrits au programme national de rénovation urbaine (38 ZUS en Lorraine)

CUS : pour les 4 départements : programmation de réhabilitation à prioriser

PLH : Programmes Locaux de l'Habitat (outil de définition et de pilotage)

Les études conduites par la DREAL, en partenariat avec l'ARELOR, révèlent que près de

70 000 logements locatifs sociaux doivent faire l'objet de travaux lourds de réhabilitation énergétique et 28 400 logements de travaux de mise en

Mobilisation des fonds FEDER (enveloppe 13 M€)

Mobilisation de l'éco-prêt LLS par les bailleurs : 7 211 logements réhabilités au 31/05/11

8 631 logements réhabilités grâce aux fonds FEDER et à l'éco-prêt.

Difficultés de logement :

- surpeuplement et privations de confort
- habitat indigne
- taux de rotation dans le logement social
- délai d'attente pour obtenir un logement social

accessibilité.

Le constat d'un **Parc Privé Potentiellement Indigne** (PPRI) évalué à **46 500 logements** et touchant près de 100 000 personnes a été fait en Lorraine.

Dispositifs d'aides de l'**ANAH** aux ménages les plus modestes (personnes âgées – propriétaires occupants)

Amélioration des logements pour les propriétaires modestes « programme ANAH habiter mieux ». Signature de Contrats Locaux d'Engagement (CLE) dans les 4 départements et protocoles territoriaux.

4 CLE dont 2 en cours de signature (57 et 88). Répartition des PO énergie : 1 884 pour 2011

Prévision dossiers engagés au titre du FART : 315

Outils financiers pour le processus de réhabilitation des logements sociaux :

- éco-prêt logement social
- FEDER

Favoriser l'intégration, y compris culturelle, des travailleurs migrants et de leur famille.

Chaque département est tenu d'établir un plan départemental d'accueil, d'hébergement et d'insertion des personnes sans domicile (PDAHI). Ce document remplace différents instruments de planification, comme les Schémas Départementaux des Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale. Il est inclus dans le Plan Départemental d'Action pour le Logement des Personnes Défavorisées (PDALPD) afin d'assurer la continuité des parcours d'insertion des personnes vers le logement.

Hébergement

??

Plusieurs projets de réhabilitation de Foyers de Travailleurs Migrants en Meurthe-et-Moselle